

Congrès AFSP Paris 2013

Section thématique 29. La participation politique des musulmans dans les sociétés occidentales

Gouard David
CEPEL, Université Montpellier 1
gouardd@yahoo.fr

Le rapport à la politique des musulmans dans l'ancienne banlieue rouge

En France, vivraient aujourd'hui environ cinq millions de musulmans¹. Aussi, contrairement aux autres grandes religions monothéistes présentes sur le territoire national, la population musulmane se concentre dans les grandes régions urbanisées. Un tiers des musulmans réside dans la seule région Île-de-France. Cette forte concentration géographique trouve son explication dans la migration puis l'installation de nombreuses familles en provenance des pays où l'Islam est la religion majoritaire, comme les pays du Maghreb, d'Afrique Noire ou encore de Turquie. Débutés dès la fin des années 1950 et s'intensifiant à compter des années 1960, ces flux migratoires ont essentiellement été motivés par des raisons économiques tout au long des Trente Glorieuses.

C'est ainsi que la banlieue industrielle de la région parisienne s'est profondément transformée d'un point de vue sociodémographique en même temps que le monde ouvrier devenait de plus en plus cosmopolite (Tripiet, 1990). Dans cette région ouvrière, l'immigration a historiquement été dominée par l'arrivée de travailleurs algériens (Simon, 2002). En vendant leur force de travail dans les zones les plus populaires de la banlieue parisienne, ces populations immigrées se sont souvent implantées dans des villes à direction communiste, à une époque où la banlieue rouge attestait d'une réalité tangible. En effet, à la fin des années 1970, le PCF détenait une large majorité des communes de la banlieue parisienne (Ronai, 1996).

Historiquement, les rapports entre les équipes dirigeantes communistes et les populations issues de l'immigration ont été marqués par l'ambivalence et un certain antagonisme. Condamnant la concentration de ses populations sur leur territoire au mépris de leur répartition équitable sur l'ensemble des communes d'Île-de-France, le PCF a longtemps craint que la présence de cette population fortement consommatrice d'aides sociales ne suscite des oppositions conflictuelles au sein de la classe ouvrière et ne vienne alimenter des tendances xénophobes chez une partie de son électeurat traditionnel. Alors que le modèle du « communisme municipal » avait permis la promotion d'une classe ouvrière, les dirigeants

¹ Il est très difficile d'établir précisément le nombre de musulmans à la fois parce que les statistiques françaises du recensement ne peuvent intégrer des questions sur la croyance religieuse pour des enquêtes à grande échelle et aussi parce qu'en tant que catégorie de croyants, se pose inévitablement la question de savoir les critères qui définissent un « musulman », au même titre qu'un « catholique » ou un « juif ». Faut-il se baser uniquement sur le déclaratif, alors même qu'il peut correspondre à une réalité objectivable potentiellement très différente d'un individu à l'autre ? Faut-il se fier aux registres tenus par les institutions cultuelles ? Il est évident que selon la source retenue, l'estimation peut considérablement varier. Voir à ce sujet Michèle Tribalat, « Le nombre de musulmans en France : qu'en sait-on ? », in Yves Charles Zarka, Sylvie Taussig et Cynthia Fleuri, *L'islam en France*, Paris, PUF, 2004, p.21-31 et Bernard Gaudard et Sylvie Taussig, *Les musulmans en France. Courants, institutions, communautés : un état des lieux*, Paris, Robert Laffont, 2007, p.23-34.

communistes ont ainsi redouté une dévalorisation politique et symbolique du travail accompli. C'est ainsi qu'à partir des années 1960 et 1970, plusieurs villes communistes ont mis en place toute une série de mesures discriminatoires à l'encontre des résidents étrangers tel que, par exemple, l'instauration de quotas dans l'accès aux logements sociaux (Platone, 1993 ; Masclet, 2005).

À la fin des années 1970, suite à la rupture de l'Union de la gauche et au retour à l'ouvriérisme prôné par la direction nationale du PCF, les rapports entre les représentants communistes et les populations immigrées ou d'origines immigrées se sont particulièrement tendus. L'histoire de la banlieue rouge fournit à ce propos quelques cas médiatisés qui ont marqué durablement les représentations sociales, comme l'affaire du bulldozer de Vitry² ou encore les déclarations de Robert Hue à l'encontre d'une famille marocaine accusée de trafic de drogue dans sa ville de Montigny-lès-Cormeilles en 1981. Si la direction du PCF n'a jamais versé dans la xénophobie, force est de reconnaître à l'époque le développement d'un décalage croissant entre l'appareil partisan et une partie non négligeable de sa base électorale notamment auprès des milieux populaires les plus touchés par la crise industrielle. C'est dans ce contexte que le Front National a fait brusquement son apparition dans ces territoires (Platone et Rey, 1989), sans qu'on ne puisse jamais pour autant établir un déversement massif et direct entre l'ancien électorat communiste et le nouvel électorat frontiste. Dans ces villes communistes où de nombreuses familles issues de l'immigration se sont définitivement installées à compter de la fin des années 1970, l'intégration a été d'autant plus difficile que le PCF, comme l'ensemble des pouvoirs publics français, avait longtemps tablé sur leur retour dans leur pays d'origine (Platone, 1993). Le fait est désormais acquis et reconnu : l'ancienne banlieue rouge où le PCF avait autrefois fondé son modèle de politisation sur l'identité ouvrière a laissé place à une composition sociodémographique caractérisée par un fort cosmopolitisme où les populations les plus autochtones ne sont pas seulement les descendants du monde ouvrier « blanc », mais où l'on compte aussi un nombre important de familles arabes et souvent de confession musulmane.

Dans ce type de territoire, tandis que le poids démographique des populations arabes et musulmanes ne cesse de croître depuis les années 1980, on a parallèlement assisté au long processus de déclin du PCF. Après chaque nouvelle élection, la banlieue rouge prend de plus en plus l'allure d'un archipel (Martelli, 2008). Les pertes du conseil général de Seine-Saint-Denis au profit du Parti Socialiste et de plusieurs villes bastions (Montreuil, Aubervilliers, etc.) sont significatives de ce mouvement de reflux. Dernièrement, lors des dernières élections législatives, seulement trois des huit députés communistes d'Île-de-France sont parvenus à conserver leur siège à l'Assemblée Nationale. Si on ne peut évidemment réduire à un simple lien mécanique les deux phénomènes : accroissement de la population d'origine arabo-musulmane et déclin du PCF, on est néanmoins invité à s'interroger sur la nature du rapport contemporain entre élus et administrés. D'un point de vue politique, c'est ainsi que l'on peut s'interroger sur la participation politique des populations musulmanes et éventuellement des références à l'identité musulmane observables dans ce type de territoire. Or, il s'avère que loin de se limiter à l'unique identité de « musulman », l'analyse empirique invite au contraire à inscrire cette référence identitaire dans une condition plus globale en tant qu'« arabe » ou encore « jeunes de cité ».

² Le 24 décembre 1981, le maire communiste de Vitry-sur-Seine, Paul Mercieca, avait ordonné la destruction de l'entrée d'un foyer d'immigrés maliens en construction au motif que trop d'immigrés résidaient déjà dans la commune. Dans son action, il était alors soutenu par Georges Marchais, alors secrétaire général du PCF, et par le Comité Central du parti. Six mois plus tard, après que la polémique ait enflé, Georges Marchais avait finalement publiquement désavoué cette action.

Cette contribution s'appuie sur un travail d'enquête de type ethnographique essentiellement mené entre 2006 et 2008 et réalisé dans le quartier populaire Youri Gagarine à Ivry-sur-Seine. Cette ville de la première couronne figure aujourd'hui parmi les bastions communistes les plus résistants en Île-de-France. La ville est détenue par le PCF depuis 1925 et les deux conseillers généraux ont toujours été communistes. Ce bastion est en revanche lui-même soumis à l'érosion. Ainsi, lors des dernières élections législatives, le député-maire communiste sortant, Pierre Gosnat³, s'est incliné au profit d'un candidat chevènementiste soutenu par le Parti Socialiste. Sur le plan quantitatif, seront mobilisés des résultats issus de l'examen des listes d'émargement et de la passation de questionnaires à la sortie du bureau de vote de la cité lors de l'élection présidentielle et des élections législatives de 2007, des élections municipales de 2008 et des élections législatives de 2012. Sur le plan qualitatif, seront mobilisés des résultats tirés de nombreuses observations de la vie publique locale, notamment lors des campagnes électorales, ainsi que des entretiens réalisés auprès de différents groupes de résidents, notamment auprès de jeunes d'origine arabo-musulmane.

Du quartier ouvrier-communiste à la ZUS d'immigrés

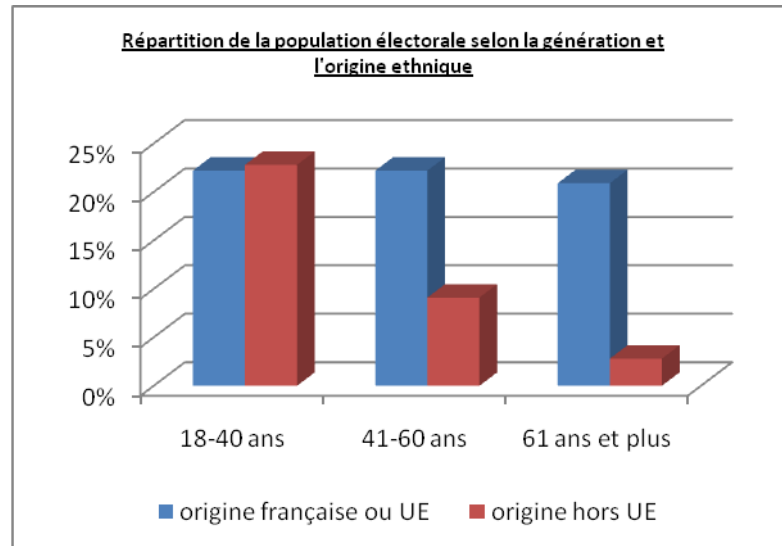
Construite au début des années 1960, la cité Youri Gagarine a longtemps été la parfaite vitrine politique du communisme municipal. Le pouvoir communiste local envisageait alors ce type de cité ouvrière comme des espaces laboratoires où se conjuguait amélioration objective des conditions de vie des ménages et adhésion collective à la lutte des classes (Lojkin et Viet-Depaule, 1983 ; Fourcaut, 1986). La cité a longtemps accueilli une très large majorité de familles ouvrières de souche française. Sous l'égide du communisme municipal, les différentes structures d'encadrement et de sociabilité populaire formaient le creuset d'intégration sociale et politique d'une masse considérable de familles. Le lien de confiance entre les équipes communistes et les administrés était d'autant plus prégnant que nombre de responsables communistes étaient précisément issus de cette classe ouvrière locale, telle la conseillère générale du canton qui vivait dans cette cité et assura cette responsabilité politique pendant près de quinze ans. Jusqu'au début des années 1980, le bureau de vote de la cité figurait systématiquement parmi le trio de tête des bureaux de vote fournissant le plus grand nombre de bulletins aux représentants communistes. Avec une participation électorale très élevée, les candidats communistes réunissaient en moyenne les deux-tiers des suffrages exprimés sur l'ensemble des scrutins⁴.

Mais à l'instar des zones d'habitat social les plus dévalorisées, le quartier Youri Gagarine a profondément évolué sur le plan sociodémographique à partir de la fin des années 1970. Dans cette ville qui comptait la plus forte proportion d'étrangers du département au tournant des années 1980 (19% contre 6,5% en France à la même époque), le développement du regroupement familial s'est essentiellement concentré dans ce type de cité populaire. Représentant près de la moitié des familles étrangères présentes sur le territoire communal, les familles algériennes ont été les premières à s'installer dans le quartier. Ces familles souvent nombreuses ont ainsi profité de la taille relativement grande des logements proposés comparativement à d'autres cités HLM. Parallèlement, de nombreuses familles ouvrières ont

³ Comme dans un certain nombre de municipalités communistes, le pouvoir politique ivryen présente un caractère dynastique. Ainsi Pierre Gosnat est le fils de Georges Gosnat, ancien trésorier du Parti et député de la circonscription d'Ivry-Vitry entre 1964 et 1982 et le petit-fils de Venise Gosnat, premier adjoint au maire et véritable bras droit de la politique municipale des années 1930 aux années 1960.

⁴ Sur la période 1963 – 1978, le niveau moyen de participation électorale aux premiers tours pour l'ensemble des scrutins était de 82%.

progressivement quitté la cité. De nos jours, plus de 40% des électeurs du quartier sont d'origine non-européenne⁵. Cette proportion de personnes d'origine immigrée augmente à mesure que l'on s'intéresse aux générations plus jeunes. Comme l'indique le graphique suivant, la distribution par origine ethnique recoupe largement la distribution générationnelle.



La plupart de ces populations d'origine étrangère sont issues de l'immigration maghrébine, en premier lieu algérienne. À l'occasion du premier tour de l'élection présidentielle de 2007, le questionnaire proposé aux votants du bureau de vote contenait un item sur la croyance religieuse⁶. D'après nos estimations, parmi les quelques 800 électeurs du quartier, on comptabiliserait environ 50% de personnes sans croyance religieuse, 25% de chrétiens (essentiellement catholiques) et 25% de musulmans⁷. Conformément à nos attentes, les populations se déclarant musulmanes se retrouvent essentiellement parmi les classes d'âge les plus jeunes, celles-là même où la proportion de personnes originaire du Maghreb est la plus importante. Ainsi, 85% des musulmans ont moins de 40 ans, alors que ce n'est le cas que de 40% des catholiques. Aussi, environ la moitié des électeurs de moins de 40 ans se considèrent musulmans. En matière de pratique religieuse, les questionnaires ont aussi révélé des différences entre les croyants de ces deux religions majoritaires. En effet, si 63% des musulmans de la cité se disent pratiquants, ils ne sont que 14% chez les catholiques. Si pour les premiers, la croyance religieuse reste majoritairement associée à certaines pratiques culturelles, pour les autres elle ne trouve guère à se manifester. Associée à d'autres spécificités culturelles, ce rapport différent à la pratique religieuse contribue à la modification qualitative de l'environnement de vie au sein du quartier.

En plus de s'être considérablement réduit et d'avoir vieilli, ce qui reste du réseau communiste dans le quartier doit désormais composer avec cette spécificité. Ainsi, après une dizaine d'années d'abandon faute d'un engagement politique suffisant, la fête de la cité a été

⁵ Il s'agit des pays non-membres de l'Union Européenne. À partir de l'onomatopée des noms et prénoms figurant sur les listes d'émargement pour l'année 2007, on a identifié l'origine ethnique et/ou nationale des différents électeurs. On a quelquefois pu coupler nos suppositions au lieu de naissance des parents.

⁶ 317 électeurs avaient participé au questionnaire, soit 57% des votants.

⁷ Depuis cette enquête, on peut penser que la proportion de musulmans a augmenté du fait de l'installation de familles originaires du Mali jusque-là largement absentes du quartier.

remise au goût du jour au début des années 2000 par une association de jeunes du quartier⁸ conjointement avec les services municipaux et quelques représentants communistes. Jusqu'à la fin des années 1980, c'est à l'occasion de cette fête de quartier que les quelques cent-cinquante cartes de membres du PCF étaient publiquement remises. En 2007, les propos de la dernière conseillère municipale communiste (retraîtée issue du milieu ouvrier) habitant le quartier attestent de l'impact de cette forte composante musulmane sur l'adaptation du mode de vie populaire traditionnel.

L'élue communiste : *C'était mal tombé l'année dernière parce que c'était le ramadan, donc on avait un petit peu de difficulté. M'enfin le soir, ils ont tous mangé ensemble.*

Enfin, l'affaiblissement de la politisation communiste est allé de paire avec la progressive disparition du clivage de classe comme gouvernail fédérateur au profit d'une ethnicisation croissante des relations sociales (Dormagen et Braconnier, 2007). Les changements ethniques intervenus dans la composition sociodémographique du quartier ont induit des transformations en termes d'assignation identitaire dans les raisonnements des différents groupes de résidents. Chez les plus jeunes générations d'origine maghrébine, la désignation des différents groupes de cohabitants se fait souvent selon une catégorisation ethnico-nationale renvoyant potentiellement à une appartenance religieuse (« *les tunisiens* », « *les juifs* », « *les français* »). De même, chez certains français de souche souvent originaires de la ville, peuvent s'exprimer de la frustration voir de la détestation envers les populations arabes. Telle est par exemple la réaction de Bernard, marié, père de deux enfants, 48 ans, employé communal. Issu d'une famille ivryenne, Bernard déclare voter systématiquement à gauche et en faveur du PCF pour les élections locales. Ses propos ont trait à son expérience de collaborateur à une antenne des Restos du Cœur située à Ivry où se concentre une forte proportion de populations arabes parmi les demandeurs. Dernièrement, Bernard se dit révolté par la non utilisation d'un stock de rillettes au motif que les demandeurs étaient de confession musulmane.

Bernard : *T'as faim ou t'as pas faim ? T'as faim ou tu veux ta religion ? On a vu des trucs là bas, c'est inadmissible. Attends, si t'as faim, t'as faim. Faut savoir des fois oublier certains trucs.*

Le développement de l'expression et de la pratique de l'Islam a eu pour conséquence une ethnicisation des rapports sociaux. Aussi, face aux manifestations, les plus démonstratives de la foi musulmane, certains propos procèdent d'une animalisation qui renvoie bien à la constitution de deux groupes différents dans les représentations sociales (Bacot, 2003). Tel est le cas de Ginette, électricienne communiste de 70 ans :

Ginette : *Je vois toutes les femmes voilées, ça devrait pas exister en France. Y en a dans ma maison [pour « ma cité »]. Les deux sœurs. Y en a une pour faire plaisir à sa mère, elle se voile, l'autre non. Elle dit : « ma sœur, elle est folle » ! [rires] Quand on est dans un pays, on doit épouser les lois du pays ! Parce que si on était chez eux pendant un certain temps, faudrait peut être qu'on épouse leurs coutumes ! Elles ne comprennent pas ou elles ne veulent pas comprendre. Y a pas qu'elles, y*

⁸ Il en sera plus précisément question dans les pages suivantes.

en a d'autres. Les grandes robes noires. On voit que les yeux. On dirait des corbeaux ! [rires]. Ah, quelle horreur !

C'est ainsi que dans cet espace où se sont installées à des époques successives différentes vagues de populations correspondantes à différentes histoires de la cité, on observe un clivage entre les anciennes familles ouvrières et les nouvelles populations autochtones essentiellement composées de familles issues de l'immigration maghrébine et porteuses de caractéristiques socioculturelles différentes. Entre ces deux époques, l'abstention a progressivement significativement et le PCF n'est jamais parvenu à enrayer le processus de déclin.

Une sensibilité de gauche des populations musulmanes en peine avec l'affiliation communiste

Dans cette configuration socioterritoriale singulière, il reste maintenant à examiner comment les populations musulmanes, qui recourent largement dans ce cas précis les populations d'origine maghrébine, se comportent sur le plan électoral. Le dispositif d'enquête par questionnaires mis en place à la sortie du bureau de vote de la cité lors du premier tour de l'élection présidentielle de 2007 permet de valider l'hypothèse d'un ancrage massif à gauche de la population de confession musulmane (Muxel, 1988). Bien que les répondants aux questionnaires ne sauraient être parfaitement représentatifs de l'ensemble des votants, il apparaît néanmoins clairement que les populations de confession musulmane renforce un peu plus l'ancrage à gauche du bureau de vote.

Résultats des principaux candidats au premier tour de l'élection présidentielle de 2007

	Bureau Youri Gagarine	France
Besancenot	5,8%	4,1%
Buffet	12,8%	1,9%
Bové	4,3%	1,3%
Royal	35,3%	25,9%
Bayrou	15%	18,6%
Sarkozy	13,7%	31,2%
Le Pen	8,5%	10,4%

Choix électoral parmi les participants aux questionnaires, élection présidentielle de 2007

	Musulmans	Non-musulmans
Besancenot	5,3%	5,9%
Buffet	8,9%	17,1%
Bové	12,5%	4%
Royal	46,4%	37,8%
Bayrou	26,8%	12,6%
Sarkozy	0%	13,1%
Le Pen	0%	4%

Le rejet des candidats de droite chez les votants musulmans apparaît clairement. Sur la soixantaine de musulmans déclarés parmi les répondants au questionnaire, absolument aucun

n'a déclaré avoir voté en faveur d'un candidat de droite. La sous-déclaration du vote de droite que l'on observe habituellement lors de pareil dispositif, notamment dans ce type d'environnement sociopolitique, ne suffit pas à expliquer cette absence⁹. En revanche, François Bayrou a réalisé un très bon résultat auprès de cet électorat. En effet, les électeurs musulmans de la cité avaient deux fois plus de probabilités de se prononcer en sa faveur que les autres électeurs. Mais le soutien important dont a bénéficié François Bayrou auprès de nombreux jeunes du quartier trouve aussi pour partie son explication par un « vote utile » destiné à favoriser l'échec de Nicolas Sarkozy au second tour de scrutin (Bréchon, 2008 : p.187). Ce soutien électoral d'une partie de la jeunesse des quartiers populaires en faveur de François Bayrou contribue à expliquer la plus grande diversité de la composition de son électorat en 2007 qu'en 2002 et notamment la baisse de la part des catholiques (Sauger, 2007). Plusieurs entretiens effectués au cours de cette enquête ont d'ailleurs étayé ce phénomène chez bon nombre de jeunes sympathisants de gauche. Dans ce quartier, il faut donc interpréter le vote en faveur de François Bayrou comme l'expression d'un rejet important de la droite essentiellement incarnée dans cette configuration politique par la candidature de Nicolas Sarkozy et de Jean-Marie Le Pen.

L'orientation à gauche de cet électorat est donc manifeste. D'ailleurs dans le questionnaire, si 67% des musulmans déclaraient se situer à gauche, les autres électeurs n'étaient que 40%. Aussi, c'est majoritairement la gauche socialiste qui bénéficie de cette sensibilité politique, au détriment notamment du PCF. Le bon résultat obtenu par le candidat altermondialiste José Bové se comprend également par la mobilisation politique initié par un jeune leader d'origine algérienne du quartier dans le cadre du collectif « Les banlieues avec Bové »¹⁰.

Ce n'est pas uniquement du point de vue de l'orientation électorale que se distinguent ces jeunes populations de confession musulmane. Il en va également en matière d'assiduité dans la participation électorale. Tout laisse à penser qu'en participant faiblement aux différents scrutins, ces populations contribuent à la progression importante de l'abstention au cours des trente dernières années. Si les questionnaires ne nous permettent pas d'évaluer le degré de la participation électorale selon l'appartenance religieuse des électeurs, à partir des origines ethnico-nationales déduites de l'examen des listes d'émargement on peut en revanche effectuer ce travail.

Il s'avère que si les populations jeunes et d'origine maghrébine du quartier se sont exceptionnellement mobilisées lors de l'élection présidentielle de 2007, à l'instar de ce qui a pu s'observer dans la majorité des quartiers urbains similaires¹¹, ce regain de civisme ne s'est pas retrouvé par la suite lorsqu'il s'est agi de renouveler le mandat des représentants communistes à l'échelle locale. L'examen des listes d'émargement des élections municipales de 2008 et des élections législatives de 2012 montre bien que la participation est particulièrement faible au sein des classes d'âge les plus jeunes, celles-là même où se concentre la plus forte proportion de personnes d'origine immigrée. D'ailleurs, la distinction entre les électeurs d'origine maghrébine et les autres électeurs montre que la variable ethnique influe sur ce niveau de participation.

⁹ 39,3% des électeurs de droite ont participé au questionnaire (en y renseignant leur vote) contre 56,9% des électeurs de gauche.

¹⁰ Voir la suite de la présentation. Ce collectif a été initié à l'occasion de l'élection présidentielle de 2007 et s'est tout particulièrement développé en banlieue parisienne.

¹¹ L'important mouvement d'inscription sur les listes électorales à la fin de l'année 2006 laissait déjà présager une telle mobilisation. Au quartier Youri Gagarine, un nombre bien plus important qu'à l'accoutumé de jeunes adultes avaient en effet actualisé leur situation du point de vue de l'inscription sur les listes électorales.

Taux de participation aux élections municipales de 2008

	Electeurs d'origine maghrébine	Autres électeurs
18-25 ans	43%	51%
26 – 40 ans	34%	60%
41 – 50 ans	38%	67%
51 – 60 ans	87%	77%
61 ans et plus	-	57%
Total	41,7%	64,7%

Taux de participation aux élections législatives de 2012

	Electeurs d'origine maghrébine	Autres électeurs
18-25 ans	20%	38%
26 – 40 ans	42%	34%
41 – 50 ans	46%	47%
51 – 60 ans	60%	61%
61 ans et plus	-	60%
Total	40%	47%

Le suivi d'un militant communiste lors de porte-à-porte à l'occasion de la campagne des élections législatives de 2007 a donné à voir à quel point l'étiquette communiste pouvait aujourd'hui faire l'objet de vives antipathies chez les jeunes d'origine maghrébine. À cette occasion, les interactions entre la figure communiste et les résidents se sont inscrites dans un cadre d'autant plus intéressant qu'elles se sont effectuées dans un contexte de sollicitation du « patriotisme de clocher à base de classe » (Fourcaut, 1986). En effet, après le très décevant résultat obtenu par Marie-Georges Buffet lors de l'élection présidentielle du printemps 2007 (1,9% en France et 8,8% à Ivry), le PCF avait misé sur la dimension notabiliaire du pouvoir local en investissant le maire d'Ivry, Pierre Gosnat, comme candidat à la succession du député communiste sortant.

Après avoir prioritairement rendu visite aux « *camarades* » et « *anciens camarades* », Pascal, le militant communiste que j'accompagnais osait quelquefois poursuivre des porte-à-porte de façon plus aléatoire. L'interaction a alors comporté des risques d'« accident »¹². Un de ces accidents a particulièrement bien révélé les profondes sources du discrédit communiste auprès de jeunes populations d'origine maghrébine.

Dans un des couloirs de la cité, soudainement, un homme d'origine maghrébine d'une trentaine d'années, apostrophe sèchement Pascal tandis que ce dernier tentait vainement d'engager la conversation avec un jeune homme, lui aussi d'origine maghrébine. Profitant de l'aubaine de cette interpellation accidentelle, ce dernier, tellement indifférent à l'appel à la mobilisation électorale professée par Pascal, refermera astucieusement la porte de son domicile sans prendre congé. L'ensemble de l'échange qui s'est alors engagé a duré près de trente minutes. Il a été ponctué d'invectives verbales parfois violentes de la part du résident, à tel point qu'il m'a fallu, à quelques reprises et pour la première fois, sortir de ma position

¹² Rémi Lefebvre remarque que les premiers moments de l'échange sont déterminants car ils laissent la possibilité d'un accident. Remi Lefebvre, « « S'ouvrir les portes de la ville ». Ethnographie des porte-à-porte de Martine Aubry à Lille », in Jacques Lagroye, Patrick Lehingue, Frédéric Sawicki, *Mobilisations électorales : le cas des élections municipales de 2001*, Paris, PUF, 2005.

d'observateur pour tenter de contenir les animosités de notre interlocuteur à l'endroit de Pascal¹³.

Faisant écho à l'appel au soutien électoral en faveur du maire communiste d'Ivry-sur-Seine, l'homme en question, rentrant à son domicile vraisemblablement après sa journée de travail :

Le résident : *Comment le soutenir alors qu'il ne soutient pas son peuple ? [Première intonation très agressive]. Moi, je suis un Ivryen, un vrai Ivryen. J'ai 33 ans. Je vis sur Ivry. Moi, tout ce qu'on m'a proposé comme PC, PS, AMP [pour « UMP » vraisemblablement], la droite, ça n'apportait rien de concret. Vous laissez vos jeunes d'Ivry galérer. Ils ont l'âge de se marier, ils ont même pas un appartement.*

Pascal : *Vous savez combien il y a de demandeurs de logements à Ivry ?*

Le résident : *Non ! [Ton incisif]. Vous ne me la posez pas cette question parce qu'on vous a élus depuis 78 ! Depuis 78, vous êtes élus en tant que PC. Au moins, la moindre des choses, c'est que les petits jeunes qui veulent réussir dans leur vie, donnez leur leurs chances. Moi, j'ai voté mon principe à moi. J'ai voté la gauche. Mais elle ne vaut rien !*

Pascal : *C'est quoi la gauche ?*

Le résident : *La gauche ? La gauche pour moi à Ivry, c'est le PC !*

Est-ce que vous m'avez donné un appartement ? Moi, j'ai besoin....

Pascal : *Attendez...*

Le résident : *Non ! [Énervement violent]. Ne me faites pas des fleurs au moment où je vous parle du PC ! Si vous voulez gagner, offrez aux jeunes d'Ivry c'est des gens biens, qui ne créent pas de problème. [...] Il y a beaucoup de familles et vous ne nous avez jamais écoutés et on a toujours voté le PC. Vous croyez en gagnant nos voix, vous avez beaucoup plus de facilité à régner. Mais à régner sur quoi ? Vous êtes perdants ! [...]*

Sachant que vous tenez Ivry depuis plus de vingt ans, je regrette, vous ne pouvez plus faire du porte-à-porte ! Vous allez perdre cette circonscription ! Vous allez la perdre ! Rappelez-vous bien ! [...] Moi, je suis Ivryen. Je touche 1590 euros bruts par mois, d'accord ? J'ai deux enfants. Je vis dans une pièce. Vous imaginez, moi, qui ai 33 ans, j'ai pas la possibilité d'avoir un appart ?! Comment ça se fait que je n'ai pas d'appartement ? Combien faut que je gagne ? 2000 ? Il faut que je gagne 2000 euros pour me loger dans une ville communiste ? [Ton très agressif] [...]

Je suis un Ivryen. Toute ma vie, toute ma sueur, je l'ai dépensée à Ivry et faut que je me retrouve dans une autre ville ? C'est ce qui m'est arrivé. Je suis parti ailleurs. Maintenant, il y a juste mes parents qui sont ici. Je suis parti ailleurs. Et moi, je suis un fervent Ivryen parce que j'étais au primaire, au collège, au lycée à Ivry. D'accord ? Pour me dire maintenant « non, mon garçon, c'est pas possible » ! Écoutez bien ce que je vais vous dire : Ivry, elle va appartenir à la droite.

Pascal : *Et vous verrez bien si c'est meilleur...*

Le résident : *Mais vous, vous n'avez rien fait ! Qu'est-ce que vous avez fait ? Est-ce que vous avez créé une mosquée ? Tiens ! Vous savez que vous*

¹³ La scène à laquelle on a assisté a permis de mieux comprendre pourquoi les militants communistes préfèrent effectuer les porte-à-porte par groupe de deux ou trois, notamment lorsqu'il s'agit de « sonner à l'aveugle ». À maints égards, le démarchage en groupe est plus sécurisant.

avez une communauté musulmane très forte à Ivry ! La plupart des immigrés, c'est des immigrés musulmans à Ivry. Est-ce que vous avez créé une mosquée ? Est-ce que vous nous avez aidés à ouvrir une mosquée ?

Pascal : *C'est quelque chose qui est en préparation.*

Le résident : *Elle est en préparation depuis dix ans, vingt ans cette préparation ! Quand ? Quand ? Je ne vous juge pas ! Je juge le parti ! Vos convictions à vous, elles sont bonnes. [...]*

C'est moi qui vais payer ta retraite. Je suis la mauvaise génération. Mais qui va nous aider ? Jusqu'à présent, on n'a rien.

Pascal : *Tu vas avoir Sarko et tu vas voir !*

Le résident : *Non, moi, je crois pas un mot à Sarko ; Moi, je veux voir le PC ! [...]* *Mais écoute bien ce que je t'ai dit : vous allez perdre cette année.*

Le communisme, il est mort.

Pascal : *Non, le communisme, il n'est pas mort.*

Ce long extrait rend bien compte des sentiments ambivalents de ce jeune homme à l'endroit de l'identité politique traditionnelle de la ville. Ce que représente le militant communiste suscite immédiatement une réaction de franche hostilité qui se maintient tout au long de l'échange. Si ce jeune homme n'a aucun antécédent d'ordre personnel à l'encontre de Pascal, c'est bien ce que ce dernier représente qui est pris pour cible. Les nombreux griefs adressés au « Parti » sont soutenus par l'idée de la fin d'un cycle d'influence communiste. Dans le même temps, plusieurs propos traduisent une sensibilité au parti politique dominant en intégrant la plupart du temps une dimension affective et hautement identitaire. Ce constat fait parfaitement écho au « rendez-vous manqué » traité par Olivier Masclet à propos du rapport entre la gauche locale et les milieux populaires : points d'affinité non concrétisés pour cause de mésententes (Masclet, 2003).

Fidèle à ce qu'il appelle ses « *principes* », le jeune homme revendique clairement sa sensibilité pour la gauche. Mais pour ces populations sujettes à la désaffiliation sociale et politique, le PCF n'est plus perçu comme une organisation incarnant un contre-pouvoir, mais plutôt comme un des « échelons inférieurs de l'Etat » (Bacqué et Sintomer, 2001). Ceci ne signifie pas pour autant qu'une forme de *patriotisme de clocher* n'ait pas été dans une certaine mesure intégrée, mais ce sentiment se heurte à une succession d'oppositions qui renvoient à la dimension potentiellement discriminante de ce que ces jeunes perçoivent et retiennent du fonctionnement du communisme municipal.

En effet, ses propos s'inscrivent dans un sentiment d'appartenance au groupe des jeunes, entendu comme génération de la galère (Dubet, 1987). Pour illustrer les difficultés d'intégration de tous ordres qui touchent la jeunesse ivryenne, le jeune homme met en exergue ses expériences personnelles, notamment en matière d'accès au logement. L'opposition ne se résume pas simplement au conflit entre « jeunes » et « communistes » mais également entre « familles immigrées » et « PCF ». L'emploi répété des pronoms « *vous* » et « *nous* » est révélateur de cette opposition entre groupes. À ce titre, ce n'est pas un hasard s'il insiste avec autant de véhémence sur son identité ivryenne, comme pour signifier que les pouvoirs politiques locaux n'ont justement pas été à la hauteur de son parcours exemplaire jalonné par son passage dans les institutions communales (en premier lieu l'École) et des efforts consentis. En mettant en contraste cette autochtonie avec l'absence de considération des cadres politiques locaux, c'est donc un sentiment de trahison, d'injustice et de frustration qui prime (Marlière, 2008).

C'est dans cette configuration précise que peuvent alors apparaître des revendications liées à la pratique religieuse, comme par exemple autour du projet de construction d'une

mosquée qui, selon le jeune homme, tarderait à aboutir par manque de volonté politique¹⁴. La mobilisation de ce point d'achoppement vient comme une preuve du manque de reconnaissance dont la communauté arabo-musulmane serait victime. En somme, si le clivage politique se structure avant tout selon des oppositions d'ordre générationnelle liées à des expériences collectives fortement contrastées à l'endroit du « communisme municipal », les spécificités religieuses peuvent néanmoins être mobilisées dans les modes de raisonnement.

Une participation politique orientée vers la lutte pour la reconnaissance

Depuis la fin des années 1980, un certain nombre d'études ont montré qu'au-delà de la participation politique la plus conventionnelle autour du vote, chez les populations issues de l'immigration maghrébine, souvent établies dans des quartiers populaires, l'engagement associatif se révèle très souvent la voie privilégiée pour intervenir dans le champ politique (Jazouli, 1986; Césari, 1993, Hajjat, 2008). Le mouvement associatif et politique initié par Mehdy Belabbas, un jeune homme d'origine algérienne de la cité au début des années 2000 démontre bien l'enjeu de la question de l'intégration sociopolitique des jeunes générations évoluant dans la cité et porteurs de différentes identités perçues comme stigmatisantes, en tant que « précaires », « jeunes de cités » ou « arabes ». Sans qu'elle soit première dans les logiques d'expression identitaire, l'identité de « musulman » peut elle aussi être mobilisée dans une logique de droit à la reconnaissance.

Par le biais d'un intense engagement associatif étroitement doublé d'une dimension politique, ce jeune entrepreneur politique d'une trentaine d'année est parvenu à construire une légitimité politique tout au long des années 2000. Après avoir été intégré en bonne place sur la liste d'union des principales forces politiques de gauche conduite par le PCF à l'occasion des élections municipales de 2008, ce jeune homme occupe aujourd'hui le poste de huitième adjoint au maire. Depuis, après avoir rejoint Europe Écologie - Les Verts et s'être présenté à plusieurs candidatures aux élections locales, il s'est affirmé comme l'un des principaux opposants (de gauche) au pouvoir communiste local.

Né en 1978, Mehdy s'est installé avec ses parents et son frère aîné dans la cité Youri Gagarine en 1982. D'autres membres de sa famille se sont également installés dans le quartier tout au long des années 1980. En 2001, avec deux amis d'enfance du quartier également issus de l'immigration algérienne, Mehdy a fondé l'association Citoyens À Part Entière (CAPE sur Ivry). Depuis, l'association s'est installée dans un local situé au rez-de-chaussée de la cité. Faisant le constat que « *les relations intergénérationnelles dans le quartier sont souvent compliquées* », l'association s'est donné comme principaux objectifs « *de recréer du lien social dans la cité et de valoriser les actions citoyennes des jeunes du quartier* » en « *favorisant leur implication active dans la vie locale et leur propre devenir* »¹⁵. L'association propose gratuitement des cours de soutien scolaire, organise des matchs de football en salle mais aussi des débats de sensibilisation aux discriminations ethniques¹⁶. En parvenant à

¹⁴ Le projet de construction de cette mosquée a finalement été entériné par le conseil municipal d'Ivry en 2010. Les travaux devraient débuter en 2014.

¹⁵ Extraits de la brochure présentant l'association.

¹⁶ Au moment de l'enquête, il était notamment question du film-documentaire « Un racisme à peine voilé » réalisé par Jérôme Host en 2004. Il traite de « l'affaire du voile » à partir du cas de deux jeunes filles exclues d'un lycée d'Aubervilliers en octobre 2003 pour avoir porté le voile. Pour rappel, Aubervilliers a été dirigée par le PCF de 1944 à 2008. On est bel en bien dans des problématiques qui touchent l'ensemble de l'ancienne banlieue rouge.

réhabiliter la fête annuelle de la cité, l'association a rapidement rempli une de ses premières missions et s'est progressivement imposée comme un interlocuteur légitime en matière d'organisation de la sociabilité de quartier. Une trentaine de membres et de bénévoles compose l'association. La très grande majorité d'entre eux sont des jeunes garçons d'origine maghrébine. Si la plupart se considèrent comme musulmans par tradition familiale, aucun ne semble mettre particulièrement en avant son appartenance religieuse.

Simultanément à la création de l'association CAPE, Mehdy a fondé une autre association à vocation plus directement politique : Convergence Citoyenne Ivryenne (CCI). À plus d'un titre, les deux organisations fonctionnent en tandem : objectifs politiques proches et superposition du réseau de membres et de sympathisants dont la proximité familiale et amicale constitue le même canal d'adhésion. À l'occasion des élections municipales de 2001, CCI se lance dans la compétition politique en déposant une liste de candidats. La composition de cette liste était à l'image de la génération de Mehdy. Sur les 45 candidats, 27 avaient moins de 30 ans et parmi eux une vingtaine était issue de l'immigration maghrébine. Les informations sur la situation socioprofessionnelle des candidats étaient symptomatique de la génération de la galère (Dubet, 1987). On y retrouvait en effet une proportion élevée d'« animateur », de « travailleur » ou d'« assistant social ». À l'époque, Mehdy avait déploré le fait que cette liste ait fait l'objet d'une accusation de communautarisme de la part des adversaires politiques communistes. Il est vrai que le mouvement initié par Mehdy s'était largement appuyé sur de vives critiques adressées à l'endroit du pouvoir communiste local, notamment sur la question du clientélisme, de l'opacité dans l'attribution des logements HLM et des emplois et plus globalement sur un manque d'intégration des populations issues de l'immigration.

Mehdy : *On était vu comme les trouble-fêtes, les opposants. J'ai même entendu dire les « islamo-gauchistes ». Fallait voir comment on était traité ! On était vus, moi en particulier, comme le vilain petit canard, le contestataire.*

Alors qu'il a manqué seulement quelques dizaines de bulletins à cette liste pour obtenir un poste d'élus, mais en ayant tout de même ainsi contribué à la mise en ballottage de la liste menée par le PCF pour la seconde fois consécutive depuis les années 1930, Mehdy a poursuivi son engagement politique en se présentant aux élections cantonales de 2004. Si sur l'ensemble du canton d'Ivry, son résultat a été modeste (3,6% des suffrages), à l'instar des élections municipales précédentes, c'est au bureau de vote de la cité Youri Gagarine qu'il a réalisé ses meilleurs résultats avec 16,4% des suffrages. Bien que son soutien électoral se limite à une cinquantaine de bulletins, au cours des entretiens il lui est souvent arrivé de proclamer la cité Youri Gagarine comme son « fief », reprenant pour son propre compte la terminologie communiste mais accolant une autre signification politique à l'autochtonie revendiquée.

Dans les faits, le mouvement politique porté par Mehdy est très loin de « l'islamo-gauchisme » dont il a pu faire l'objet d'accusations si tant est qu'on puisse définir ce terme davantage mobilisé dans une logique de discrédit que de diagnostic d'une réalité sociopolitique tangible. En inscrivant son parcours associatif et politique dans un mouvement plus général de reconnaissance de la « diversité », Mehdy est certes au départ un outsider, mais qui s'est largement fondu dans les règles du modèle républicain contemporain (Avanza, 2010). C'est ainsi qu'une des priorités de Mehdy est d'inciter les jeunes du quartier à participer aux élections et d'éveiller chez eux à cette occasion une sensibilité aux questions politiques, notamment par le prisme des enjeux locaux. Cette démarche de nature

éminemment collective repose sur l'instauration de rituels entre familiers dans une logique d'opposition au pouvoir politique en place.

Mehdy : *La plupart de nos parents, ils votent pas. C'est pour ça qu'il faut les entraîner les jeunes. Je leur dis : « rendez-vous à 15 heures au local et on y va tous ensemble ». Fallait voir la tête qu'ils ont tirée au bureau quand on a débarqué à trente jeunes la dernière fois !*

Les revendications portées par Mehdy et son équipe s'inscrivent dans une conception de la citoyenneté ouverte sur la multiethnicité et le multiculturalisme de la société française (Muxel, 1988). Mehdy considère ainsi qu'en proposant des lieux de culte à proximité du domicile des populations de confession musulmane, on endiguerait l'apparition de formes communautariste de regroupement religieux.

Mehdy : *Que ma mère aille prier dans le Vème parce qu'il n'y a toujours pas de mosquée à Ivry, ça m'embête parce qu'elle est vieille. Il faudrait que la mairie nous laisse acheter un terrain ou nous fasse un prêt, ça laisserait moins de place aux barbus bizarres¹⁷.*

Comme le précise Olivier Masclat, pour ces porte-parole de gauche issus de l'immigration maghrébine, « il s'agit moins de construire une « communauté musulmane » que d'obtenir la reconnaissance publique de « vieux » travailleurs oubliés » (Masclat, 2003, p.303). C'est ainsi que l'on est invité à comprendre le sens de la présence au-dessus de son bureau de l'Hôtel de ville de deux plaques : la première sur laquelle est indiquée « *Allée Gagarine* » « offerte par des copains de la cité dès qu'il [j'ai] été élu », et la seconde sur laquelle est indiquée « *Place du 17 octobre 1961* »¹⁸. Le mouvement mené par Mehdy s'inscrit essentiellement dans une mobilisation républicaniste et mémorielle (Frégosi, 2009).

En dépit du fait que son mode d'action et de politisation emprunte largement aux cadres républicains les plus conventionnels, il n'en reste pas moins que la position de Mehdy à l'endroit de la question musulmane est nécessairement complexe. En effet, dans cette logique de revendication d'un droit à la reconnaissance et au travers de son entreprise de retournement du stigmate, la référence à l'islam et à sa pratique reste présente. Ainsi, par exemple, à l'instar de ce que l'on pouvait observer à la période de l'enquête dans bon nombre de commerces arabes d'Ivry, dans le local de l'association on trouvait une tirelire destinée à susciter la générosité des habitants pour le financement d'une future mosquée sur le territoire communal. Aussi, l'argumentaire de Mehdy pouvait quelquefois faire référence à la condition de musulman dans une logique de dénonciation des conditions de vie offertes aux populations, souvent jeunes, vivant dans les quartiers populaires et du déficit d'intégration dont elles souffrent.

¹⁷ Extrait tiré d'Évelyne Perrin, *Jeunes maghrébins de France. La place refusée*, Paris, L'Harmattan, 2008, p.80.

¹⁸ Le 17 octobre 1961, une répression a frappé une manifestation organisée par le Front de Libération Nationale. Lors des confrontations, plusieurs dizaines d'Algériens ont été tués. Certains ont été jetés dans la Seine. D'autres, internés dans des centres de détentions, ont subi des violences durant plusieurs jours. Les forces de l'ordre de la capitale étaient à l'époque dirigées par le préfet de police Maurice Papon. Sur cet événement, voir Olivier Le Cour Grandmaison, *Le 17 octobre 1961 : un crime d'Etat à Paris*, Paris, La Dispute, 2001. Sur le long oubli de cet événement politique, officiellement reconnu par François Hollande le 17 octobre 2012, voir Brigitte Gaïti, « Les ratés de l'histoire. Une manifestation sans suites. Le 17 octobre 1961 à Paris », *Sociétés Contemporaines*, n° 18/19, 1994.

Mehdy : *En quoi manger un petit salé aux lentilles ou boire du vin ça fait de toi un français ? Forcément, moi je vois derrière l'idée de culpabiliser les gens qui sont de confession musulmane, qui sont souvent des quartiers populaires parce qu'ils sont nouvellement arrivés en France pour plein de raisons. [...] Pour moi, être français, c'est croire à une communauté de valeurs. De toute façon, j'ai pas le choix : je suis né là ! Je viens d'ici. J'habite ici. J'ai grandi ici.*

De fait, les électeurs réguliers de Mehdy sont à son image. En effet, les questionnaires recueillis à la sortie du bureau de vote du quartier à l'occasion du premier tour des élections législatives de 2012 pour lesquelles Mehdy s'était porté candidat sous l'étiquette d'EE-LV montrent que ses électeurs sont majoritairement des jeunes hommes plutôt bien diplômés et intégrés socioprofessionnellement¹⁹. On peut d'ailleurs penser que sa candidature lors de ce scrutin explique pourquoi les jeunes d'origine maghrébine d'une trentaine d'années se soient davantage mobilisés que les autres électeurs de leur âge lors de ce scrutin²⁰. Aussi, à l'occasion de l'élection présidentielle de 2007 au cours de laquelle Mehdy s'était ouvertement engagé en faveur de la candidature de José Bové et ainsi probablement contribué à ce que ce dernier obtienne un résultat honorable dans le quartier²¹, les questionnaires distribués ont montré que la moitié des électeurs Bové déclaraient être de confession musulmane²².

Bien évidemment, ceci ne signifie aucunement que Mehdy fédère autour de l'identité religieuse, mais force est de reconnaître que, de fait, cette dimension identitaire majoritairement partagée par nombreux jeunes de banlieue populaire issus de l'immigration maghrébine ne peut être totalement évacuée de l'analyse. Sur un plan plus personnel, ajoutons enfin que si Mehdy est marié à une femme non arabe et non musulmane et que lui-même fait montre d'un rapport plutôt relâché à la foi et à la pratique de l'islam, il est néanmoins tenu de s'y conformer, au moins publiquement, afin de préserver une partie importante de sa clientèle politique.

Depuis les élections municipales de 2008, Mehdy a quitté la présidence de CCI et ne participe plus guère aux activités de ce groupe politique que la municipalité considère toujours comme « contestataire » et dont elle se méfie. Comprenant une forte proportion de jeunes hommes issus de l'immigration maghrébine présentant souvent dans leur ensemble un rapport plus fervent à l'égard de la pratique de l'Islam que celui que l'on peut retrouver chez les jeunes de l'association CAPE sur Ivry, un certain nombre d'acteurs de la vie municipale proches des communistes continuent d'y voir un groupe « islamo-gauchiste ». Cette mobilisation politique s'apparente toutefois bien davantage à une mobilisation identitaire séculaire qu'à une mobilisation religieuse (Frégosi, 2013). Le parcours politique de Mehdy s'inscrit surtout dans le mouvement d'émergence d'intellectuels organiques capables de témoigner de la communauté d'expérience et d'articuler un discours politique (Hajjat, 2008).

¹⁹ La moitié des 58 électeurs ont effectivement renseigné le questionnaire. Le taux de réponse moyen des électeurs ayant rempli le questionnaire en indiquant leur vote du jour était de 42%.

²⁰ Voir le tableau p.8.

²¹ Dans le quartier Youri Gagarine, José Bové avait obtenu 4,3% des suffrages exprimés, contre 2% sur l'ensemble d'Ivry. Voir p.6.

²² Le profil est fiable sachant que deux tiers des électeurs Bové ont effectivement renseigné le questionnaire en sortant du bureau de vote.

À partir d'un cas singulier, cette étude montre que pour la majorité des jeunes populations de confession musulmane, essentiellement issues de l'immigration des pays du Maghreb, le rapport à la politique renvoie plus fondamentalement à la question de l'intégration qu'à la seule question religieuse. L'identité musulmane est ainsi souvent diluée dans une identité plus opératoire en tant que « jeunes de cité » en proie à la désaffiliation. Il n'en demeure pas moins que l'on peut observer à plusieurs niveaux une dialectique entre cette difficile intégration au sein de la vie publique locale et les formes d'expression des spécificités identitaires comprenant éventuellement des revendications d'ordre religieux. Cette dimension peut en effet être mobilisée dans une logique de droit à la reconnaissance. Reconnaissons aussi que la place des revendications religieuses au sein de la communauté arabo-musulmane peut être plus prononcées dans d'autres territoires de l'ancienne banlieue rouge où l'islam est davantage présent dans l'espace public, comme à Nanterre par exemple (Gonzales De Quijano, 1987 ; Pingaud, 2013) ou dans d'autres banlieues populaires des grandes agglomérations françaises (Faurot, 2004).

Ce type de municipalité communiste fait bien souvent montre d'une position ambivalente à l'égard des revendications de reconnaissance portées par ces populations. à la fois, on observe des réflexes d'hostilité et de disqualification propres à l'entre-soi d'un monde politique qui se repli sur lui-même (Pudal, 2009) et dans le même temps, on observe une ouverture manifeste à une plus grande diversité en politique (Cartier et al., 2010). Reste néanmoins une méfiance à l'égard des partis et du jeu politique traditionnel qui empêche une sensibilité de gauche d'être capitalisée au profit du PCF. La place démographique croissante des familles d'électeurs arabo-musulmans dans ce type de municipalité nous amène à considérer que les enjeux électoraux y sont supérieurs aux enjeux strictement religieux (Kaltenbauch, 2004).

Bibliographie

- Avanza, Martina, 2010, « Qui représentent les élus de la « diversité » ? Croyances partisanes et points de vue de « divers » », *Revue française de science politique*, 60, 4 : 745-767.
- Bacqué, Marie-Hélène ; Sintomer, Yves, « Affiliations et désaffiliations en banlieue. Réflexions à partir des exemples de Saint-Denis et d'Aubervilliers », *Revue Française de Sociologie*, 42 (2), 2001, pp. 217-249.
- Bacot, Paul (dir.), *L'animal en politique*, Paris, L'Harmattan, 2003.
- Braconnier, Céline ; Dormagen, Jean-Yves, « Le vote des cités est-il structuré par un clivage ethnique ? », *Revue Française de Science Politique*, volume 60, n°4, 2010, pp.663-689.
- Bréchon, Pierre, « Un nouveau centrisme électoral ? », in Perrineau, Pascal, *Le vote de rupture. Les élections présidentielles et législatives d'avril-juin 2007*, Paris, Presses de Sciences Po, 2008, pp.175-195.
- Cartier, Marie ; Coutant, Isabelle ; Masclet, Olivier ; Siblot, Yasmine, « Promotion et marginalisation des candidats de la « diversité » dans une commune de la banlieue parisienne », *Politix*, volume 23, n°91, 2010, pp. 179-205.
- Césari, Jocelyne, « Citoyenneté et acte de vote des individus issus de l'immigration maghrébine. Des stratégies politiques plurielles et contradictoires », *Politix*, n°22, 1993, pp.93-103.
- Dubet, François, *La galère : jeunes en survie*, Paris, Fayard, 1987.
- Faurot, Lionel, « Banlieues lyonnaises : la montée d'un islamisme militant », in Yves Charles Zarka, Sylvie Taussig et Cynthia Fleuri, *L'islam en France*, Paris, PUF, 2004, p.173.
- Fourcaut, Annie, *Bobigny, banlieue rouge*, Paris, PFNSP, 1986.
- Frégosi, Franck, « Muslim collective mobilisations in contemporary Europe : new issues and new types of involvement », in Jorgen S. Nielsen, *Muslim Political Participation in Europe*, Edingburgh, Edingburgh University Press, 2013, p.129-139.
- Frégosi, Franck, « Formes de mobilisation collective des musulmans en France et en Europe », *Revue Internationale de Politique Comparée*, volume 16, 2009, p.41-61.
- Gaïti, Brigitte, « Les ratés de l'histoire. Une manifestation sans suites. Le 17 octobre 1961 à Paris », *Sociétés Contemporaines*, n° 18/19, 1994, pp. 11-37. Gaudard, Bernard et Sylvie Taussig, *Les musulmans en France. Courants, institutions, communautés : un état des lieux*, Paris, Robert Laffont, 2007
- Gonzales De Quijano, « Les « nouvelles » générations issues de l'immigration maghrébine et la question de l'islam », *Revue Française de Science Politique*, n°6, 1987, p.820-832.
- Hajjat, Abdellali, 2008 « Révolté des quartiers populaires, crise du militantisme et postcolonialisme », dans Ahmed Boubekker et Abdellali Hajjat, *Histoire politique des immigrations (post) coloniales. France 1920-2008*, Paris, Amsterdam : 249-264.
- Jazouli, Adil, *L'action collective des jeunes maghrébins de France*, Paris, CIEMI – L'Harmattan, 1986.
- Kaltenbauch, Pierre Patrick, « Entre urnes et croissant : électeurs ou musulmans ? », Yves Charles Zarka, Sylvie Taussig et Cynthia Fleuri, *L'islam en France*, Paris, PUF, 2004, p.57-61.
- Le Cour Grandmaison, Olivier, *Le 17 octobre 1961 : un crime d'Etat à Paris*, Paris, La Dispute, 2001.
- Lefebvre, Remi, « « S'ouvrir les portes de la ville ». Ethnographie des porte-à-porte de Martine Aubry à Lille », in Lagroye, Jacques ; Lehingue, Patrick ; Sawicki, Frédéric,

- Mobilisations électorales : le cas des élections municipales de 2001*, Paris, PUF, 2005, pp.191-217.
- Lojkine, Jean ; Viet-Depaule, Nathalie, *Classe ouvrière, société locale et municipalités en région parisienne. Eléments pour une analyse régionale et une approche monographique : le cas d'Ivry-sur-Seine*, Ministère de l'Urbanisme et du Logement, Juin 1984.
- Marlière, Eric, *La France nous a lâchés ! Le sentiment d'injustice chez les jeunes des cités*, Paris, Fayard, 2008.
- Martelli, Roger, *L'archipel communiste. Une histoire électorale du PCF*, Paris, La Dispute, 2008.
- Masclat, Olivier, *La gauche et les cités. Enquête sur un rendez-vous manqué*, Paris, La Dispute, 2003.
- Masclat, Olivier, Du « bastion » au « ghetto ». Le communisme municipal en butte à l'immigration », *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, n°159, (4), 2005, pp.10-25.
- Muxel, Anne, « Les attitudes sociopolitiques des jeunes issus de l'immigration maghrébine en région parisienne », *Revue Française de Science Politique*, n°38 (6), 1988, pp.925-940.
- Pingaud Etienne, « L'invention d'une politique municipale des cultes. Le « communisme municipal » à l'épreuve du développement de l'islam », ST 59 La laïcité comme répertoire d'action administratif, Congrès AFSP Paris, 2013.
- Platone, François ; Rey, Henri, « Le FN en terre communiste », in Mayer, Nonna, Perrineau, Pascal, *Le Front National à découvert*, Paris, PFNSP, 1989, pp.268-283.
- François Platone, « « Prolétaires de tous les pays... » Le Parti communiste français et les immigrés », in Olivier Le Cour Grandmaison et Catherine Wihtol de Wenden (dir.), *Les étrangers dans la cité. Expériences européennes*, La Découverte, Paris, 1993 Ronai, Simon, « Evolution de la géographie des municipalités communistes. 1977-1995 », *Communisme*, n°47-48, 1996, pp.165-172.
- Pudal, Bernard, *Un monde défait. Les communistes français de 1956 à nos jours*, Bellecombes-en-Bauges, Editions du Croquant, 2009.
- Sauger, Nicolas, « Le vote Bayrou, l'échec d'un succès », *Revue française de science politique*, n°57 (3), 2007, pp.447-458.
- Simon, Jacques, *L'immigration algérienne en France. De 1962 à nos jours*, Paris, L'Harmattan, 2002.
- Tribalat, Michèle, « Le nombre de musulmans en France : qu'en sait-on ? », in Yves Charles Zarka, Sylvie Taussig et Cynthia Fleuri, *L'islam en France*, Paris, PUF, 2004.
- Tripier, Maryse, *L'immigration dans la classe ouvrière en France*, Paris, L'Harmattan, 1990.